



Maintenant, il FAUT expliquer,
rassembler et agir !

La chute du dogme

Depuis des années, on nous martèle qu'il n'y a pas d'alternative à la politique dite libérale du capitalisme post soviétique.

Madame Thatcher avait lancé le slogan en Europe à la fin du vingtième siècle, après que les dirigeants des Etats-Unis l'aient largement utilisé. Son fameux TINA (there is no alternative) a été un cyclone qui a bousculé des zones entières du paysage social, en profitant du désarroi causé par le fait que les possédants voulaient faire croire que le monde devenait « unipolaire », que l'Histoire était finie, que le capitalisme avait triomphé, qu'une ère de liberté et de progrès s'ouvrait pour l'humanité libérée du joug totalitaire.

En fait, le système capitaliste, vainqueur du « socialisme » soviétique, pouvait librement développer sa logique de concurrence, de lutte entre impérialismes, pour tenter de freiner la baisse tendancielle du taux de profit des possédants des moyens de production et d'échange. Tous les moyens ont été bons pour parvenir à ce but ultime du système : pression sur la part des profits revenant aux salariés : cette part a baissé de 20 % en quelques dizaines d'années. Pression sur les conditions de travail. Pression sur les peuples du tiers monde et du quart monde. Restriction des libertés individuelles et collectives des personnes et corrélativement liberté absolue pour les capitaux et les mouvements de marchandises.

Ce « grand bond en arrière », comme le décrit Serge Halimi, est préparé depuis des dizaines d'années.

Puis le système est arrivé à son stade de nocivité maximale : le taux des profits industriels ne suffisant plus à satisfaire les possesseurs de capitaux, malgré les profits gigantesques de la guerre imposée ici ou là dans le monde, le capitalisme a favorisé la spéculation, le jeu de l'argent avec l'argent.

On empêche la création d'un système de retraites solidaire et par répartition. On s'empare des milliards de dollars des salariés qui souhaitent se payer une retraite. On impose des taux de profits complètement déconnectés de la production industrielle. Ce qui aboutit à des centaines de milliers de licenciements, puis à la faillite.

On empêche la création d'un système de santé solidaire, universel et public. On s'empare des milliards de dollars des citoyens qui souhaitent protéger leur santé ... et on en ruine une bonne partie.

Alors que les gouvernants affirmaient qu'il était impossible de trouver assez d'argent pour installer un système de retraite dans le pays le plus puissant du monde, alors que les gouvernants affirmaient qu'il était impossible de créer un système de sécurité sociale universel dans le pays le plus puissant du monde, voilà qu'on trouve, en quelques jours, des milliers de milliards de dollars pour tenter de sauver des banques, des spéculateurs, un système qui est en train de prouver son absurdité sociale.

C'est ce système que M. Sarkozy et son gouvernement veulent copier en France :

Ils veulent casser le système de retraite et céder au privé les milliards d'euros des salariés qui veulent une retraite.

Ils veulent casser la sécurité sociale et céder au privé la garantie de pouvoir se soigner que souhaitent tous les habitants de ce pays.

Ils veulent casser les services publics et céder leurs missions à des entreprises privées, briser les statuts, multiplier la précarité, déménager le territoire.

Ils prétendaient jusqu'ici que c'était pour plus d'efficacité, pour moins de gaspillage.

Leur dogme s'effondre.

C'est le moment de rappeler qu'il est possible de faire autrement, qu'il faut faire autrement.

Rapport de forces et stratégie

Dans cette lutte syndicale pour contrer l'avance furieuse du pouvoir dans son entreprise de transformation sociale au profit des plus riches (il faut avoir beaucoup avancé avant les prochaines élections, dans l'éventualité où les Français pourraient changer de politique ou simplement ne voteraient plus pour eux), le problème principal est celui du rapport de forces que les organisations, et la FSU en particulier, sont capables de construire face au pouvoir.

Le président de la République disait, il y a quelques semaines, qu'il avait gagné la guerre idéologique et que personne ne s'apercevait plus de rien quand il y avait une grève.

C'était il y a quelques semaines.

Il y a quelques semaines, la difficulté de construire une solution alternative à la politique sociale du gouvernement était patente.

Parce qu'aucune proposition concrète ne parvenait à émerger du magma politique d'où émerge un parti qui en est encore à hésiter entre l'acceptation de la logique capitaliste et la prise en mains des intérêts des salariés en rompant avec cette logique.

Parce que le paysage syndical, largement marqué par la proximité des élections professionnelles, est plus concurrentiel qu'unitaire. Des organisations syndicales semblent, elles aussi, marquées par le fatalisme de l'acceptation de la logique du système.

Mais maintenant ? N'est-il pas temps pour tous de voir les choses différemment ?

Dialogue social ?

Les débats des rencontres nationales U&A de cet été, comme une partie des débats du CDFN de rentrée, ont porté sur l'analyse de la stratégie gouvernementale de dialogue social.

Portés par un rapport de forces politique qui leur était extrêmement favorable, le président de la République et le gouvernement ont fondé la « légitimité » de leurs « réformes » sur la « qualité » du dialogue social qui les entoure.

Cette stratégie plonge le mouvement syndical dans la réflexion la plus profonde : faut-il rompre toute discussion avec le pouvoir en raison du caractère très destructeur de son action et parce qu'une discussion pourrait laisser croire que les organisations acceptent ou même cautionnent les décisions qui relèvent du seul président et du seul gouvernement ?

Ou faut-il être présent au plus près des décideurs pour connaître leur stratégie, les harceler sans cesse, prouver sans cesse la présence et l'action des représentants des salariés, gagner parfois quelques bricoles plus ou moins importantes ?

Dans un cadre de recomposition syndicale tracé par la loi sur le dialogue social, la CFDT, bien sûr, mais aussi la CGT ont choisi d'aller au contact et de continuer le corps à corps de la lutte des classes à ce niveau.

Le rapport de forces syndical est faible, la combativité insuffisante et le travail de mobilisation, d'explication, d'éclairage des enjeux, de compréhension des tactiques et de la stratégie du président de la République et du gouvernement doit, parallèlement se poursuivre et s'intensifier.

Le débat se présente de façon similaire dans la FSU.

Les mêmes questions se sont posées. Une réponse semblable a été faite. On ne peut pas abandonner le corps à corps avec le ministère, le gouvernement et le président de la République, même si le rapport de forces nous est, pour l'instant, très défavorable.

Au CDFN, les courants de pensée les plus minoritaires, extrémistes en paroles, sont montés au créneau pour exiger que les discussions avec le gouvernement cessent, « pour cesser de se compromettre avec ceux qui cassent le système social ».

Plus étonnant au regard de la proposition d'Ecole Emancipée du SNES 64, le courant de pensée EE n'était pas sur les mêmes positions et considérait qu'il ne fallait pas quitter la table des négociations.

Que signifie en effet cette proposition ? On laisse la place vide et le gouvernement faire absolument ce qu'il veut, peut-être en espérant que des dégâts encore plus rapides et plus profonds réveilleront la combativité des salariés et permettront une confrontation de grande ampleur qui mettra fin au pouvoir ? L'histoire prouve que c'est une illusion dramatique.

Quand tout sera cassé, nous serons privés de tous les moyens de lutte qui subsistent, les salariés de la fonction publique seront exsangues et en nombre très réduit, démoralisés et abattus par l'échec total.

Ce qui importe, au contraire, c'est d'utiliser tous les moyens d'intervenir à tous les niveaux. Mais cela ne peut se concevoir que si, dans le même temps, chacune de nos organisations et la FSU tout entière travaillent avec beaucoup plus d'ardeur à construire le rapport de forces qui permettrait, s'il existait maintenant, de s'exonérer de la participation aux « négociations » avec le ministère ; qui permettra de donner tout son sens de lutte à cette présence.

Que des critiques soient méritées et doivent être exprimées sur la façon dont les choses sont utilisées et présentées aux salariés, d'accord ! Que beaucoup plus d'efforts soient faits à tous les niveaux pour hausser le niveau de mobilisation, d'explication et de lutte, d'accord.

Mais pas de splendide solo funèbre...

U&A 64, le 5 octobre 2008